

# Déclaration conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Amadou Toumani Touré, Président de la République du Mali, sur la libération de l'otage français retenu au Mali, M. Pierre Camatte, à Bamako le 25 février 2010.

LE PRESIDENT - Ecoutez, une fois encore je tiens à remercier le Président du Mali, mon ami, de tout ce qu'il a fait pour obtenir la libération de Pierre Camatte. Lui dire que la France n'oubliera pas ce geste, qu'il peut compter sur la France.

Je voudrais dire aux Maliens, au peuple du Mali que dans sa lutte contre Al-Qaida, les terroristes, les assassins, la France - que je représente avec Bernard Kouchner, le ministre des Affaires étrangères - sera à vos côtés de façon déterminée. De même qu'elle sera aux côtés des Etats de la zone géographique qui lutte contre ces terroristes et je pense notamment à la Mauritanie et à l'Algérie.

Pierre Camatte est en vie. Sans le Président A.T.T., l'issue fatale était absolument certaine. C'est l'occasion pour nous de penser au malheureux otage anglais qui a été égorgé et aux trois otages espagnoles et aux deux otages italiens qu'il reste à libérer.

Le Mali n'est pas seul. La France est aux côtés du Mali, approuve pleinement la décision du Président A.T.T. et le remercie pour cette décision. Et si, avec Bernard Kouchner, nous avons tenu à venir, c'est parce que nous avons considéré que ce geste était extrêmement important et qu'il fallait venir ici, à Bamako, pour en porter témoignage. De la même façon que nos collaborateurs viendront travailler avec les collaborateurs du Président A.T.T. pour savoir dans quelle mesure on peut aider le Mali dans sa lutte pour assurer la stabilité et la sécurité de son si vaste espace national.

M. Amadou TOUMANI TOURE - Monsieur le Président, cher ami, je suis d'abord très touché. Hier, j'étais à l'aéroport lorsque vous m'avez appelé et dit que dans quelques instants, vous preniez l'avion pour le Gabon. J'ai eu une surprise ce matin lorsqu'on m'a dit : « Le Président a tenu lui-même à venir à Bamako ». J'ai dit : « mais le Rwanda était beaucoup plus proche du Gabon ». Vous m'avez dit : « Non, Amadou, je ferai les deux tours pour venir vous saluer et vous remercier pour ce que vous avez fait ». Monsieur le Président, comme on le dit chez nous : « Je pense que ça me suffit largement ».

Nous sommes, nous aussi, heureux que Pierre soit libéré. Mais, cependant, Monsieur le Président, je parlerai plutôt à la presse qui se pose certaines questions. Je voudrais d'abord expliquer et faire savoir à qui veut l'entendre que le Mali aussi est victime et otage de cette situation. Voilà une histoire qui ne nous regarde pas. Voilà des salafistes qui ne sont pas maliens. Toutes les menaces qui ont fleuries dans la bande sahélo-sahélienne, ce sont des menaces transfrontalières et qui viennent d'ailleurs. Aucune n'est née au Mali et aucune n'est destinée au Mali.

Nous sommes otages lorsque des otages sont pris. Il y en a qui simplifient rapidement « les otages sont au nord du Mali », en oubliant de dire que le nord du Mali, c'est le sud d'un pays, c'est l'ouest d'un autre et c'est le nord d'un dernier. Donc, soyons conséquents.

A quelle question j'allais répondre aujourd'hui si Pierre avait été exécuté ? Certains diront oui, certains parleront des faiblesses, d'autres auraient dit : « le Mali n'est pas dur, non, non, le

Président a laissé faire », d'autres auraient dit : « ce sont des laxistes ». Nous avons pris les terroristes, nous en avons pris quatre il n'y a pas deux jours encore. Nous en avons en réserve. Mais la situation qui se présentait à nous, Monsieur le Président, était difficile et, en même temps, facile. Nous avons une culture extrêmement importante, chez nous l'hospitalité est sacrée. Et je ne pouvais en aucune manière accepter que Monsieur Pierre Camatte, qui a décidé librement de venir vivre avec nous, Maliens, au Mali, pendant trois ou quatre ans, que je laisse Pierre exécuté ? Mais je veux prouver quoi ? Que moi je suis un dur ou que le Mali est dur ? Non, non, je pense que cela aurait été - excusez moi du terme, je parle en vieux soldat - une bêtise monumentale.

Là, qu'est-ce que nous avons fait ? Nous avons pris des terroristes que nous avons jugés. C'est vrai, ils n'ont pas posé un acte terroriste avéré sur le territoire malien. Cependant, ils sont entrés sans visa et d'autre part, également, ils avaient des armes de guerre que nous avons récupérées. Et nous avons fait appel à tous leurs pays d'origine et même à d'autres pour venir les entendre, pour venir faire des enquêtes et pour venir partager le butin avec nous, c'est-à-dire le matériel que nous avons déterré. Aucun de ces pays ne peut dire qu'ils n'ont pas envoyé leur service pour venir travailler avec nous.

Après, nous avons jugé ces gens. La question qui est posée, j'entends dire £ « c'est clément ». C'est comme si tout avait été arrangé pour que Pierre parte. Je vous avoue que l'on aurait tout fait pour que Pierre parte et rentre en famille parce que, pour nous, Pierre n'était plus un otage français mais c'était un otage malien aussi. Et je pense que, Monsieur le Président, nous étions obligés de faire quelque chose pour sortir Pierre.

Maintenant, pour ceux qui disent : « Ils allaient l'exécuter, ils l'ont déjà fait avec l'Anglais et c'est la même bande, encore ». Donc, que l'on cesse de me poser cette question, à savoir : « vous auriez dû ». Ce que j'aurais dû faire, je l'ai fait. Mais je n'allais pas laisser Pierre exécuté parce qu'ils allaient le faire. Vous vous posez également des questions, à savoir le Mali. « Le Mali ne fait rien, le Mali ne s'intéresse à rien ». Je pense que là, également, il y a deux ou trois points que je vais rectifier. Lorsque vous êtes avec un ami intime qui a des malheurs et que vous avez passé toute la nuit à pleurer et le matin, il vous demande ce que vous avez parce que vos yeux sont rouges, il y a de quoi se poser des questions. C'est ce qui nous arrive. Les derniers affrontements que nous avons eu avec cette bande terroriste, il y a eu beaucoup de victimes de part et d'autre. Nous avons perdu, nous, quarante-quatre combattants.

Et, d'autre part, Mesdames et Messieurs, le Mali a pris quelques décisions. La première, c'est quoi ? D'abord, nous avons signé un protocole avec chacun de ces pays voisins, les autorisant, si nécessité était, à pénétrer sur notre territoire et à leur accordant le droit de poursuite. Le Niger l'a fait, nous les avons autorisés et demandé à ce que nous fassions des patrouilles ensemble, mixtes, pour pouvoir préserver nos frontières, parce que nous avons 1200 kilomètres de frontières avec l'Algérie, 2000 kilomètres de frontières avec la Mauritanie et 900 avec le Niger. Et, dans la bande sahélo-sahélienne qui fait 4 millions, le Mali dispose d'une position centrale de 650 000 kilomètres carrés donc nous avons tout, ici.

J'ai vu venir. Ceux qui nous posent des questions aujourd'hui, j'aurais pu leur renvoyer les mêmes questions, mais, Monsieur le Président, le 22 septembre 2006. Déjà, j'avais alerté l'opinion nationale et internationale. J'ai demandé l'organisation d'une conférence sahélo-sahélienne sur la paix et le développement mais jusqu'à aujourd'hui, je n'arrive pas à réunir ces pays. Nous avons fait la réunion des ministres des affaires étrangères mais jusqu'à aujourd'hui, on n'y arrive pas. Je n'y suis pas arrivé et maintenant, comment nous dire à nous, après, que c'est le Mali qui ne fait rien ? Mais ceux qui n'ont pas voulu venir, il faut qu'ils nous disent pourquoi ils ne viennent pas. Donc, moi je crois aujourd'hui que tout cela est dépassé. Nous, nous demandons à nos pays voisins, le Mali est prêt, l'armée malienne peut monter une opération en 48 heures, nous sommes disponibles, nous voulons qu'ils viennent avec nous. Nous voulons travailler ensemble au lieu de rejeter des responsabilités, chacun dit : « non, c'est l'autre qui est responsable ». Moi, je crois que nous sommes tous responsables et nous sommes en train de faire le jeu des terroristes. Qu'on dépasse tout cela, qu'on se rencontre, qu'on discute, qu'on

dégage des plans d'actions. On avait déjà fait à Tamanrasset état major interallié opérationnel. Il faut l'activer, nous sommes prêts et disponibles.

Donc, Mesdames et Messieurs, voilà les points que je voulais vous dire d'abord, et je suis très heureux, Monsieur le Président, comme vous me l'avez demandé en ami, « Amadou, fais tout pour que Pierre revienne ». Maintenant, Monsieur le Président, pour le reste, j'assume l'acte mais mon pays, c'est là le déni, si on l'avait tué - et je sais qu'ils allaient le faire - et le ressortissant d'un pays ami, mieux que cela, quelqu'un qui a décidé de venir vivre avec nous. Donc, Mesdames et Messieurs, c'est ce que je voulais dire : le Mali est prêt, nous sommes déterminés et, comme l'a dit le Président, nous trouverons toutes les solutions, nous trouverons le moyen, la France l'a déjà fait et je suis sûre que la France le fera encore. Nous sommes disponibles et prêts.

Ce qui manque à cette région, c'est le déficit de coopération sous-régionale. Tout le monde parle, chacun reste chez soi, personne ne veut rien faire et la responsabilité, c'est l'autre. Voilà la situation dans laquelle on se trouve et c'est bien malheureux.

Moi je dis à des pays amis et frères, je fais un appel à la Mauritanie, je fais un appel à l'Algérie, que nous pensons qu'aujourd'hui, le plus important est qu'on se retrouve et le plus rapidement est que l'on se mette ensemble et qu'on nettoie la bande sahélo-sahélienne parce que tout compte fait, personne n'a réussi seul à résoudre les problèmes et les menaces qui se posent à lui. Je vous remercie et je vous souhaite une bonne soirée.